



# La COVID-19 : un fait social total.

**Perspectives historiques, politiques,  
sociales et humaines**

Sous la direction de  
Jacques Cherblanc  
François-Olivier Dorais  
Catherine Tremblay  
Sabrina Tremblay

**GRIR**

**UQAC**

Groupe de recherche  
et d'intervention régionales  
Université du Québec à Chicoutimi

**La COVID-19 : un fait social total. Perspectives historiques, politiques, sociales et humaines**

Coordination de l'édition : Suzanne TREMBLAY

Édition finale et mise en forme : Catherine TREMBLAY

**GRIR**

© **Université du Québec à Chicoutimi**

555, boul. de l'Université

Chicoutimi (Québec)

G7H 2B1

Dépôt légal – 2020

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

**Image de couverture** : Hannah A Bullock; Azaibi Tamin, Public Health image Library (PHIL), <https://phil.cdc.gov/default.aspx>.

**ISBN : 978-2-923095-93-6**



Source image : <https://pixabay.com/fr/>.

## **Les organismes régionaux de coopération internationale à l'épreuve de la COVID-19 : le cas du Centre de solidarité internationale du Saguenay—Lac-Saint-Jean**

Marie Fall

Depuis décembre 2019, la communauté internationale fait face à un nouveau virus nommé SRAS-CoV-2 causant la maladie à coronavirus appelée COVID-19 et ayant une période d'incubation de 1 à 14 jours (Secon, Woodward et Mosher, 2020). En janvier 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) affirme que cette maladie s'avère une urgence de santé publique internationale (Organisation mondiale de la santé, 2020). Le 11 mars 2020, l'OMS élève au rang de pandémie la COVID-19 (Organisation mondiale de la santé, 2020). Au Québec, l'état d'urgence sanitaire est déclaré sur tout le territoire québécois le 13 mars 2020 par l'adoption d'un *Décret concernant une déclaration d'urgence sanitaire* (Gouvernement du Québec, 2020). Afin de « protéger la santé de la population », le gouvernement a ordonné « des mesures strictes de distanciation physique » entraînant « la fermeture des établissements d'enseignement ou de tout autre lieu de rassemblement ». Au cours de la même période, le Canada a ordonné à tous ses citoyens à l'étranger de rentrer dans les plus brefs délais au pays. Des opérations de rapatriement ont ainsi été

organisées pour permettre aux milliers de Canadiens et Québécois, dont plusieurs travaillant dans des organismes de coopération internationale (OCI), de rentrer au bercail. Non seulement de nombreux pays d'intervention avaient-ils commencé à imposer un confinement strict ou des couvre-feux qui rendait difficile tout déplacement, mais surtout le transport aérien allait bientôt être mis à l'arrêt à la suite de la fermeture des frontières dans de nombreux pays. La fermeture, souvent de manière abrupte, des frontières pour contrer la propagation de la COVID-19 a eu pour effet l'arrêt de la mobilité internationale. Du fait de ces mesures, plusieurs OCI ont été obligés, sans y être préparés, de suspendre ou tout simplement d'annuler la mise en œuvre des projets de développement et la réalisation des stages internationaux dans les pays du Sud.

Le Centre de solidarité internationale du Saguenay—Lac-Saint-Jean (CSI-SLSJ) a suivi le mouvement en rapatriant les stagiaires qui étaient présents au Sénégal et en Équateur, deux pays d'intervention du CSI-SLSJ, et en réorganisant les activités en collaboration avec les partenaires sur le terrain. L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) qui regroupe 60 organismes de 13 régions du Québec qui interviennent à l'étranger, dont le CSI-SLSJ, a organisé une concertation et un partage d'outils et des contenus pour que les OCI membres puissent s'entraider dans la réponse à la crise de la COVID-19. Ainsi, des plans d'intervention ont été mis en œuvre au sein des équipes de coordination des OCI aussi bien au Québec qu'à l'étranger.

Le manque de ressources financières, humaines et matérielles est une conséquence immédiate de la pandémie de la COVID-19. Dans les OCI, l'inquiétude est aujourd'hui largement partagée quant au risque de réduction drastique des financements alloués par les principaux bailleurs des programmes de solidarité internationale : d'une part, par Affaires mondiales Canada (AMC) au niveau fédéral (Projets et initiatives de développement international); et, d'autre part, par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) à l'échelle provinciale (Programme québécois de développement international, Programme Québec sans frontières et Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale).

Les gouvernements fédéral et provincial, devant l'ampleur des conséquences négatives de la COVID-19 sur le plan socio-économique, pourraient centrer leurs efforts sur les priorités internes au détriment de la coopération internationale dans ce contexte de hausse considérable du déficit des finances publiques. La COVID-19 viendrait ainsi accentuer la crise que vivent la plupart des OCI depuis plusieurs années du fait surtout de la baisse marquée du financement des pouvoirs publics dans ce domaine. De plus, l'appui du public et des partenaires institutionnels qui

permettait de financer une partie des projets internationaux et plusieurs activités régionales de sensibilisation et d'éducation à la citoyenneté mondiale risque également de diminuer. Les nombreuses pertes d'emploi et la fermeture d'entreprises causées par le confinement pourraient affecter les campagnes de financement auprès du public. Et qu'en sera-t-il des stages, un volet phare de plusieurs OCI? La COVID-19 aura sans doute des conséquences majeures sur la mobilité internationale des jeunes et des moins jeunes avec des impacts sur les programmes offerts par les OCI.

Cette contribution vise à brosser un portrait de la situation des OCI en région en regard de la pandémie de la COVID-19. Dans un premier temps, nous présenterons l'action du Canada et du Québec dans la solidarité internationale. Ensuite, en prenant l'exemple du CSI-SLSJ, nous analyserons les stratégies d'adaptation de la seule organisation régionale de solidarité internationale du Saguenay—Lac-Saint-Jean dans un contexte de plus en plus difficile en matière d'engagement et de financement.

### **Le Canada, le Québec et la solidarité internationale**

Sans véritable passé colonial à l'extérieur de leurs territoires nationaux ni de zone d'influence à conserver ou de pré carré à défendre, le Canada et le Québec ont néanmoins réussi à avoir une large sphère d'influence à l'échelle internationale par leur image de généreux donateurs, de partenaires respectueux et de collaborateurs sensibles aux problématiques de développement des pays où les conditions de vie sont très difficiles. De 1950 à maintenant, il y a eu plusieurs changements dans les priorités en matière de solidarité internationale, dans les choix des pays de concentration de l'aide internationale et dans les objectifs des programmes de solidarité en fonction des gouvernements en place, des agendas des partis au pouvoir et du contexte géopolitique mondial. Ainsi, le Canada et le Québec se sont enracinés dans les principes suivants : compassion pour ceux qui sont dans le besoin, la liberté, la démocratie, le respect des droits de la personne, l'égalité des sexes et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans l'aide au développement, l'humanitaire, la paix et la sécurité.

Au Québec, la *Doctrine Gérin-Lajoie* (Gouvernement du Québec, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, 2015) a servi de base juridique aux relations internationales. Elle repose sur le renforcement de la présence du Québec dans les forums internationaux traitant d'éducation, de langue, de culture et d'identité, ainsi que la constitution de « missions permanentes auprès d'organisations internationales ». Plus spécifiquement, l'existence d'un ministère

des Relations internationales et de la Francophonie permet d'appliquer *La nouvelle politique internationale* dont les piliers sont : s'investir, agir, prospérer (Gouvernement du Québec, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, 2017).

Avec la crise de la COVID-19, les priorités des gouvernements ont été centrées sur les besoins des Canadiens et des Québécois sans pour autant abandonner les pays bénéficiaires des programmes de solidarité. En effet, les populations vulnérables des pays où se concentrent les aides canadiennes et québécoises au développement sont les plus touchées par le manque de ressources considérant la précarité de leurs conditions de vie (Fall et Dimé, 2020). D'ailleurs, le Canada assure un leadership dans la prise de décision au sein du Groupe ministériel de coordination sur la COVID-19 au sujet du maintien des liens mondiaux essentiels, notamment « la nécessaire coopération de l'ensemble des pays pour atténuer les perturbations sans précédent de l'économie, du commerce et des déplacements à l'échelle mondiale » (Affaires mondiales Canada, 2020).

Partant de ce contexte, comment les OCI qui sont en première ligne dans les programmes de solidarité s'adaptent-ils à la nouvelle réalité qu'imposent la pandémie de la COVID-19 et les mesures restrictives en matière de mobilité internationale? Quelles stratégies sont mises de l'avant pour continuer la mission des OCI tout en s'adaptant à la nouvelle réalité des relations internationales? L'exemple du CSI-SLSJ nous donne quelques éléments de réponses.

### **Les stratégies d'adaptation du CSI-SLSJ face à la crise de la COVID-19 : les points exprimés par Sabrina Gauvreau, directrice générale**

Le CSI-SLSJ exécute plusieurs types de projets financés par les bailleurs de fonds canadiens et québécois ainsi que des donateurs en collaboration avec les partenaires régionaux et internationaux. Il s'agit de l'éducation à la citoyenneté mondiale, les stages et les projets internationaux (Centre de solidarité internationale du Saguenay—Lac-Saint-Jean, 2020). Pour réaliser ses projets, le CSI-SLSJ est dépendant du contexte sanitaire et sécuritaire, mais aussi de la stabilité dans la mobilité internationale.

Au moment où les mesures de restriction dans les déplacements internationaux ont été prises et que les frontières canadiennes ont été fermées, le CSI-SLSJ avait encore plusieurs stagiaires en Équateur et au Sénégal, mais ils ont finalement tous été rapatriés d'urgence. Le 16 mars 2020, la directrice générale du CSI-SLSJ a publié un *Communiqué sur la COVID-19 et les mesures prises pour gérer l'urgence* (Centre de

solidarité internationale du Saguenay—Lac-Saint-Jean, 2020). Depuis lors, l'organisme a connu un ralentissement général de ses activités dans chacun de ses trois pays d'intervention (Sénégal, Équateur et Burkina Faso). Le CSI-SLSJ, tout comme les autres OCI, a obtenu des gouvernements et des bailleurs de fonds des possibilités de s'adapter à la nouvelle situation en réorganisant ses projets sur le terrain. Avec la reprise graduelle des activités, les projets d'intervention ont été revus en fonction de la nouvelle réalité sanitaire. C'est d'ailleurs pour cela qu'il y a eu un virage humanitaire et une réallocation des ressources vers l'aide d'urgence. En collaboration avec les partenaires dans les pays d'intervention, les projets ont été réorientés vers des réponses à la COVID-19. Par exemple, des ajustements dans les activités ont permis d'acheter du matériel sanitaire et d'effectuer des actions de sensibilisation sur les gestes barrières et les mesures de prévention contre la COVID-19 en collaboration avec les partenaires du Sud : fabrication et distribution de masques de protection, campagnes de promotion des gestes responsables en temps de crise sanitaire, etc.

Malgré l'annulation des projets de mobilité du programme *Québec sans frontières*, les financements obtenus ont été maintenus par le MRIF. Les montants qui étaient prévus pour la mobilité des jeunes ont été reversés dans d'autres rubriques ou d'autres activités. Dans les faits, la moitié des montants pouvait être versée aux partenaires du Sud et l'autre moitié gardée au CSI-SLSJ pour assurer sa mission et justement surmonter la crise. Ce qui est une excellente nouvelle, car une partie des frais de gestion a pu être payée ainsi que les salaires. Cette année, les frais de gestion seront plus élevés malgré le ralentissement des activités. Le CSI-SLSJ veut garder ses employés et payer les frais de location et les services.

Par la souplesse accordée par le MRIF dans la gestion du programme *Québec sans frontières*, le CSI-SLSJ continue deux projets en Équateur dont les montants ont pu être doublés pour en faire des projets de plus grande envergure. L'un de ces projets met l'accent sur la lutte et la prévention de la violence familiale. Avec la COVID-19, il y a plus de risques que la violence conjugale et familiale s'accroisse. « Avant la crise, une femme qui avait réussi à sortir de son foyer avait sa petite autonomie, par exemple, en vendant au marché. Actuellement, les mesures de confinement lui imposent de rester à la maison. Comment va-t-elle réussir à subvenir à ses besoins sans retourner dans son ancien foyer avec son ancien conjoint violent? » (Sabrina Gauvreau). Pour continuer de soutenir ces femmes, le CSI-SLSJ, par l'entremise de son partenaire en Équateur *Nosotras con Equidad*, octroie de l'aide alimentaire aux femmes susceptibles de vivre des situations similaires tout en poursuivant sa mission de lutte contre les violences basées sur le genre.

La mise en œuvre des projets de développement avec les partenaires du Sud constitue un gros volet qui permet au CSI-SLSJ de renforcer le pouvoir des communautés du Sud. Avec la COVID-19, ce volet a été ralenti mais est toujours actif. Par contre, pour le moment, aucune mission ne peut être réalisée à l'étranger.

C'est du côté du volet stages internationaux que les impacts de la crise sanitaire sont les plus grands. Ce type d'expérience, en plus de contribuer aux activités des partenaires du Sud, permet la sensibilisation des jeunes Canadiens et Québécois sur les enjeux et les défis du développement, l'ouverture sur le monde, l'adaptation à d'autres cultures, d'autres milieux. Le CSI-SLSJ travaille avec des jeunes qui partent pour des durées diverses à l'étranger (entre deux et six mois). À leur retour, ces jeunes deviennent des leaders dans leur collectivité, ils sont engagés et plus actifs pour un changement social; ils deviennent des acteurs de changement. L'inquiétude règne toutefois, car la pérennité de ces stages internationaux pourrait être compromise. Ces stages ont des retombées bénéfiques pour la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. En effet, ils permettent une plus grande ouverture sur le monde. Les stagiaires deviennent des citoyens avertis capables d'amener une nouvelle lecture du monde et surtout de s'impliquer dans la promotion de la solidarité internationale dans leurs familles, leurs lieux de travail et leurs communautés. En effet, à leur retour, les stagiaires sont nombreux à s'investir dans les organisations régionales. Ils vulgarisent leurs expériences qui peuvent contribuer à combattre les préjugés. De surcroît, l'un des impacts positifs de ces stages est qu'il contribue à l'employabilité des jeunes.

Le volet éducation à la citoyenneté mondiale va offrir plus d'occasions si les jeunes s'investissent dans la région, mais il faudra être innovant. En raison du contexte de pandémie, les plans de travail sont réorganisés. Les mesures d'adaptation se font avec les partenaires régionaux et en étroite collaboration avec les différents bailleurs de fonds principalement AMC et MRIF.

En coopération internationale, on parle de réciprocité. Quand les jeunes de la région partent dans les pays du Sud, ils donnent leur temps, leur expertise et leurs moyens. Ils reçoivent en retour de nouvelles façons de faire, de nouvelles manières de lire et de comprendre le monde. Ils vivent une expérience unique qui change leur vie de manière très positive. Si cette réciprocité n'existe pas, on ne parlera plus de coopération ni même de solidarité. Il faudra voir quel impact le CSI-SLSJ pourra avoir sur la citoyenneté mondiale si la mobilité n'est plus possible. Ce sera peut-être une mission accomplie pour les donateurs de contribuer à un monde plus juste. Les jeunes pourront s'impliquer ici avec le sentiment que le monde va mieux et que les partenaires changent le monde un geste à la fois. On a la possibilité de



vivre une expérience hors du commun même en restant chez nous; de faire de la solidarité internationale tous les jours dans notre quotidien, dans notre rapport à l'autre. On peut vraiment avoir un impact sur les inégalités dans le monde en consommant de manière responsable, par exemple.

Mais est-ce que la perte de l'attrait de la mobilité aura pour impact une diminution de la solidarité entre les gens du Saguenay—Lac-Saint-Jean et les pays partenaires du CSI-SLSJ?

## **Conclusion**

La crise de la COVID-19 constitue un enjeu majeur de développement. Un des grands défis du CSI-SLSJ est de mener des projets de solidarité internationale sans aller à l'étranger. Ce qui amène à réfléchir sur les liens avec les partenaires du Sud et les retombées pour la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Pour continuer sa mission, le CSI-SLSJ a donné plus de pouvoir aux partenaires, car les chargés de projets du CSI-SLSJ ne peuvent plus se déplacer pour assurer un suivi sur le terrain. Cette nouvelle situation demande une adaptation qui pourrait être temporaire, mais aussi permanente si la crise perdure. On ne sait pas comment sera le monde après la COVID-19. Y aura-t-il d'autres crises sanitaires avec des conséquences économiques et sociales tout aussi dramatiques? Est-ce que les Canadiens et les Québécois pourront continuer à avoir une si grande mobilité à l'échelle mondiale?

La pandémie de la COVID-19 amène à se questionner sur les privilèges de mobilité. Le CSI-SLSJ conscientise les stagiaires et la population régionale sur le privilège de pouvoir vivre des expériences si enrichissantes pour les gens d'ici. L'enjeu qui se pose est surtout la nécessité d'aider ailleurs versus aider ici en contexte de crise. Dès le début, il y a eu une grande solidarité. Si la crise continue, il sera peut-être plus difficile de mobiliser la population régionale et les donateurs. C'est un défi qui existe depuis longtemps avec le manque de financement des organismes communautaires. Historiquement, les OCI étaient presque les seuls à solliciter la charité. Maintenant, plusieurs organismes communautaires se mettent en phase parce qu'ils sont sous-financés. Si le contexte ne change pas, le sous-financement va s'accroître. L'inquiétude pointe vers le public et les partenaires pour financer les activités du CSI-SLSJ. Comme le secteur n'est pas financé à la mission, une partie du financement vient de la philanthropie. Et comme le souligne la directrice générale du CSI, « les bailleurs de fonds (AMC et MRIF) ne financent jamais un projet à 100 %. Environ 75 % des projets sont financés. Ainsi le CSI-SLSJ doit chercher la contrepartie. C'est pourquoi l'appui des donateurs et

des partenaires est nécessaire. Mais il est certain que pour faire de la sensibilisation, il faut également avoir le financement! »

Le CSI-SLSJ a encore une bonne base régionale. Les sympathisants viennent aux activités organisées (souper-bénéfice, brunch) pour vivre une expérience humaine d'abord et ont l'impression d'avoir un lien direct avec les gens du Sud. Avec le contexte de crise sanitaire, le CSI-SLSJ ne peut plus organiser ces activités, du moins pas de la même façon. Pour s'adapter, l'organisme s'interroge sur la voie à adopter et devra innover dans la recherche de financement, dans la mise en œuvre des projets et dans les activités d'éducation et de sensibilisation du public.

L'AQOCI est en réflexion pour un accompagnement mutuel des OCI. Cette crise obligera à préconiser des solutions de rechange. Dans cette perspective, le CSI-SLSJ a créé une concertation avec Sherbrooke et Trois-Rivières qui sont des OCI qui vivent des réalités similaires. Au printemps, l'AQOCI a pris le temps d'écouter chaque organisation, ses enjeux, ses problématiques, ses idées. Les OCI s'entraident mais ne sont pas encore dans une action collective. Il y a de l'espoir qu'ils vont se concerter le plus possible afin de faire face à l'ennemi commun : la COVID-19.

## Références

Affaires mondiales Canada (2020). *Déclaration du Groupe ministériel de coordination sur la COVID-19 au sujet du maintien des liens mondiaux essentiels.* <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/04/declaration-du-groupe-ministeriel-de-coordination-sur-la-covid-19-au-sujet-du-maintien-des-liens-mondiaux-essentiels.html>.

Centre de solidarité internationale du Saguenay—Lac-Saint-Jean (2020). *Projets outre-mer programmes de stage.* <https://www.centresolidarite.ca/stages-internationaux/>.

Centre de solidarité internationale du Saguenay—Lac-Saint-Jean (2020). *COVID-19 et mesures prises par le Centre de solidarité internationale du Saguenay—Lac-Saint-Jean.* <https://www.centresolidarite.ca/covid-19-et-mesures-prise-par-le-centre-de-solidarite-internationale-du-saguenay-lac-saint-jean/>.

Fall, M. et Dimé, M. (2020). Le nécessaire leadership du Canada dans le soutien aux pays africains. Dossier La pandémie de coronavirus : la réponse du Canada. *Revue Options politiques*. <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/avril-2020/le-necessaire-leadership-du-canada-dans-le-soutien-a-lafrique/>.

Gouvernement du Québec (2020). *Décret concernant une déclaration d'urgence sanitaire conformément à l'article 118 de la Loi sur la santé publique*. <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/sante-services-sociaux/publications-adm/lois-reglements/decret-177-2020.pdf?1584224223>.

Gouvernement du Québec, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (2015). *La doctrine Gérin-Lajoie, motrice par excellence de l'évolution du Québec sur la scène internationale*. <http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/historique/doctrine-paul-gerin-lajoie/50-ans-doctrine>.

Gouvernement du Québec, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (2017). *Le Québec dans le monde : s'investir, agir, prospérer*. [https://www.mrif.gouv.qc.ca/content/documents/fr/PIQ\\_DocumentLong\\_FR-NUM.pdf](https://www.mrif.gouv.qc.ca/content/documents/fr/PIQ_DocumentLong_FR-NUM.pdf).

Organisation mondiale de la santé (2020). *COVID-19 – Chronologie de l'action de l'OMS*. <https://www.who.int/fr/news-room/detail/27-04-2020-who-timeline--covid-19>.

Radio-Canada (2020). *Évolution de la COVID-19. Ici Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/info/2020/coronavirus-covid-19-pandemie-cas-carte-maladie-symptomes-propagation/>.

Secor, H., Woodward, A. et Mosher, D. (2020). *A comprehensive timeline of the coronavirus pandemic at 6 months, from China's first case to the present*. <https://www.businessinsider.com/coronavirus-pandemic-timeline-history-major-events-2020-3>.



**Marie Fall** est professeure-chercheure à l'Université du Québec à Chicoutimi où elle enseigne la géographie, la coopération internationale, les études et interventions régionales et le développement régional. Ses champs de recherche et d'intervention portent sur les enjeux et les défis du développement international; la gouvernance participative des territoires et des ressources; la valorisation des savoirs traditionnels; le changement climatique, la vulnérabilité, l'adaptation et la résilience des communautés côtières au Sénégal, et récemment; le vivre-ensemble en région. Elle s'intéresse à la mise en œuvre de projets adaptés aux contextes socioculturels, environnementaux et économiques des régions en développement, aux retombées de la coopération canadienne et québécoise en Afrique de l'Ouest ainsi qu'à l'apport des stages internationaux dans le développement des communautés partenaires.